Burundi : désaccord à l’ONU sur la situation du pays

La Libre Belgique, 27 fÃ©vrier 2018 La situation au Burundi, plongÃ© dans une crise Ã©conomique et politique depuis 2015, Ã©tait le sujet de la rÃ©union du Conseil de sÃ©curitÃ© de lâ€™ONU. Les conclusions tirÃ©es par les reprÃ©sentants des mem Conseil sont trÃ¨s Ã©loignÃ©es de celles du Haut-Commissaire de lâ€™ONU aux droits de lâ€™Homme et de plusieurs ligues d droits humains. [PhotoÂ : Albert Shingiro, le reprÃ©sentant du Burundi Ã lâ€™ONU.]

Â«Â Ce pays reste un sujet de prÃ©occupation pour la communautÃ© internationaleÂ Â»,Â a dÃ©clarÃ© Michel Kafando, envo spÃ©cial de lâ€™ONU au Burundi. M. Kafando a rappelÃ© les conclusions du rapport sur la situation au Burundi du 25 janvier 2018. Il a notÃ© la nÃ©cessitÃ© pour les Nations unies de rester Â«Â prÃ©sentesÂ Â»Â dans le pays, en faisant cependant remarquer Â«Â une amÃ©lioration notable de la situation sÃ©curitaireÂ Â». Pour le reprÃ©sentant du Burundi, la situation est Â«Â calmeÂ Â» La question de la rÃ©forme de la Constitution, au centre des tensions au Burundi, a finalement Ã©tÃ© peu abordÃ©e. En mai 2018, un rÃ©fÃ©rendum est prÃ©vu pour changer la Constitution, ce qui permettrait notamment au prÃ©side Pierre Nkurunziza de se reprÃ©senter pour deux nouveaux mandats. Les reprÃ©sentants des pays membres du Conseil de sÃ©curitÃ© ont plutÃ´t insistÃ© sur la nÃ©cessitÃ© dâ€™un apaisement en vue des Ã©lections de 2020. Le rapport sur la situa Burundi mentionne pourtant la rÃ©vision constitutionnelle. Albert Shingiro, le reprÃ©sentant du Burundi Ã lâ€™ONU, a dÃ©non une Â«Â ingÃ©rence osÃ©e dans les affaires intÃ©rieuresÂ Â»Â de lâ€™Etat burundais. M. Shingiro a qualifiÃ© le rapport de Â«Â partialÃ Â»Â et a dÃ©noncÃ© un Â«Â gonflement des chiffresÂ Â». Il a assurÃ© que le dialogue politique inter-burundais s poursuivait normalement. Le reprÃ©sentant du Burundi a finalement demandÃ© au Conseil de SÃ©curitÃ© de retirer le Burundi de son agenda. Â«Â La situation dans mon pays est globalement calmeÂ Â»Â a-t-il affirmÃ©. Un Â«Â abattoir dâ€™Ãªtres hum Un portrait trÃ¨s Ã©loignÃ© de celui quâ€™aÂ brossÃ© le mÃªme jourÂ le Haut-Commissaire de lâ€™ONU aux droits de lâ€™H Raâ€™ad Al Hussein. Il a qualifiÃ© les conflits au Burundi, en Syrie, en RÃ©publique dÃ©mocratique du Congo, au YÃ©men et Birmanie dâ€™Â Â»abattoirs dâ€™Ãªtres humainsÂ Â».Â Devant le Conseil des Droits de lâ€™Homme rÃ©uni Ã GenÃ¨ve, il a membres permanents du Conseil de sÃ©curitÃ© de lâ€™ONU de ne pas agir. Â«Â Tant quâ€™ils utiliseront le veto pour bloque action unitaire [â€¦] alors ce seront eux â€“ les membres permanents â€“ qui devront rÃ©pondre devant les victimesÂ Â»,Â a-t-il ajoutÃ©. A lâ€™occasion de cette rÃ©union du Conseil de sÃ©curitÃ©, la FÃ©dÃ©ration internationale des droits de lâ€™Hom la ligue burundaise des droits de lâ€™Homme ITEKAÂ ont publiÃ© une noteÂ pour alerter sur la situation burundaise. Â«Â Au cours de lâ€™annÃ©e 2017, la Ligue ITEKA a documentÃ© 456 meurtres ; 89 disparitions forcÃ©es ; 283 victimes dâ€™actes torture ; 77 victimes de violences sexuelles et basÃ©es sur le genre; et 2 338 arrestations souvent suivies de dÃ©tentions en dehors de toute procÃ©dure lÃ©galeÂ Â»,Â a prÃ©cisÃ© la FIDH. Selon lâ€™organisation, les principaux responsables de ces violences seraient les forces de sÃ©curitÃ© burundaises et les membres de lâ€™Imbonerakure, mouvement politique de jeunesse liÃ© au parti prÃ©sidentiel CNDD-FDD â€“ il est considÃ©rÃ© comme une Â«Â miliceÂ Â» pour lâ€™organisation et p ONG. Une Â«Â campagne de terreurÂ Â» Lâ€™ITEKA et la FIDH ont dÃ©noncÃ© une Â«Â campagne de terreurÂ Â»Â Ã lâ€™ rÃ©fÃ©rendum constitutionnel. Selon les deux organisations, les intimidations et les arrestations se sont multipliÃ©es pour contraindre la population Ã sâ€™inscrire sur les listes Ã©lectorales et Ã voter en faveur du changement de la Constitution. Elle ont pris lâ€™exemple dâ€™une vidÃ©o montrant DÃ©sirÃ© Bigirimana, administrateur de la commune de Gashoho au nord du incitant un groupe de personnes Ã frapper les opposants au rÃ©fÃ©rendum. Elle avait Ã©tÃ© largementÂ relayÃ©e sur les rÃ© sociaux. Le document a fait Ã©tat de Â«Â stratÃ©gies de divisions ethniquesÂ Â», notamment au travers du recensement ethnique dans le secteur public et les ONG. Â«Â Dâ€™aprÃ¨s les recherches effectuÃ©es par nos organisations, le 21 janvier 2018 par exemple, sur la colline Mutara, dans la zone Maramvya (commune Mutimbuzi dans la province de Bujumbura Rural Ã lâ€™ouest du pays) un membre du parlement burundais et ancien responsable du parti CNDD-FDD entre 2005 Ã 2010, aurait tenu une rÃ©union clandestine dont lâ€™objectif Ã©tait â€˜de rÃ©veiller la conscience des Hutuâ€™ [â€¦] Le parle aurait prÃ©cisÃ© quâ€™aucun Tutsi nâ€™avait le droit dâ€™Ãªtre membre de cette association et quâ€™il revenait de â€˜disc strictement possible le vrai Hutu de soucheâ€™Â Â»,Â Â a aussi prÃ©cisÃ© la FIDH. Le FIDH et lâ€™ITEKA ont exhortÃ© les membres du Conseil Ã agir davantage. Les deux organisations ont appelÃ© notamment Ã dÃ©ployer Â«Â les efforts diplomatiques nÃ©cessaires pour empÃªcher, compte tenu du contexte actuel, quâ€™il [le rÃ©fÃ©rendum] nâ€™aboutisse Ã lÂ pouvoir autoritaire et dictatorialÂ Â». Au vu du silence sur la question pendant la rÃ©union, il nâ€™est pas certain que le Consei de SÃ©curitÃ© suive ces recommandations. Constance Cabouret

Â

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});